

## Le gouvernement dans la fournaise



Photo : SNN

Le ministre de la Communication, Alain-Claude Bilie-By-Nze (c)...



Photo : SNN

... lors de sa rencontre avec les postiers.



Photo : PÉndi

Le ministre du Travail, Eloi Nzondo, a dénoué la crise à Maurel & Prom.

J.K.M

Libreville/Gabon

**Certains membres de l'équipe dirigée par Franck Emmanuel Issoze Ngondet semblent faire preuve de célérité pour apaiser les tensions sociales.**

A peine installés, plusieurs membres du gouvernement Issoze Ngondet sont déjà à pied d'œuvre pour tenter de circonscrire, à défaut d'êteindre, les nombreux foyers allumés sur le front social. Celui-ci est particulièrement agité, au lendemain d'une élection présidentielle au cours de laquelle, certains leaders syndicaux avaient ouvertement pris fait et cause pour l'un ou l'autre des deux principaux candidats. Une

période durant laquelle, le gouvernement s'était départi de ses engagements envers les partenaires sociaux. Entre les revendications des postiers, des adhérents de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep), des agents de l'Agence gabonaise de presse (AGP), les errements à l'Education nationale, le climat social pourrait se noircir avec l'entrée dans la danse, dès ce lundi, (Lire par ailleurs) des principaux syndicats des enseignants du primaire et du secondaire (Conasysed et Sena). Lesquels, au sortir de leurs assemblées générales respectives tenues, samedi dernier, ont décidé, pour le premier, de déclencher "une grève d'avertissement de deux semaines". Et, pour le second, "une grève illimi-

tée".

Au centre de leurs revendications : l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, à travers la construction des structures scolaires, ainsi que le sempiternel problème du paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) etc. Une chose semble sûre, contrairement aux précédentes, la nouvelle équipe gouvernementale agit avec plus de célérité et n'entend plus, du moins apparemment, laisser perdurer un conflit social dans le temps. Histoire d'apaiser les rapports avec les partenaires sociaux et de ne pas traîner des boulets susceptibles d'entraver l'action gouvernementale. D'autant que les gouvernements Ndong Sima et Ona Ondo ont pâti, dans une certaine mesure, des interminables grèves à

répétition dans l'administration publique. Si bien qu'une partie de l'opinion avait, à tort ou à raison, le sentiment diffus que ces équipes gouvernementales n'avaient nullement l'ambition de dénouer les crises sociales. Si tel n'était pas le cas, sans doute qu'on aurait pu entrevoir un début de solution à l'éternelle revendication de construction d'établissements scolaires. Et que les agents des ministères des Mines, des Affaires sociales et des anciennes structures sanitaires de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) n'auraient pas eu la nette impression d'être snobés par leurs interlocuteurs respectifs de l'époque et ne traîneraient toujours pas, aujourd'hui, les mêmes difficultés. Quoi qu'il en soit, l'équipe

du Premier ministre Issoze Ngondet semble se départir de cette image. Pour preuve, sitôt après le mouvement d'humeur des postiers qui, à la suite du non-paiement du treizième mois 2015 et du salaire du mois d'octobre avaient fermé les guichets de la PostBank, le ministre de l'Économie numérique, Alain-Claude Bilie-By-Nze, au terme d'une rencontre avec les leaders syndicaux de cette entité bancaire, lundi dernier, a dénoué la crise après avoir rassuré ses interlocuteurs sur la volonté de l'Etat de redresser cette banque et que leurs principales revendications aient été satisfaites. Quarante-huit heures plus tôt, son collègue du Travail, Eloi Nzondo, obtenait la reprise de l'activité à Maurel & Prom, après deux jours d'affilée de réunions et né-

gociations entre les responsables de cette société pétrolière et les représentants de l'Onep. Au passage, le manque à gagner pour l'Etat aura été sans doute important. Dans tous les cas, au vu de la propension à la surenchère de certains syndicalistes et de la morosité de la situation économique actuelle, marquée notamment par la baisse du prix du baril de pétrole, il y a à craindre que cette accalmie soit de courte durée. Ce, d'autant plus que, depuis quelque temps, la voie syndicale est utilisée, par certains, pour faire de la politique autrement. Il y a donc une nécessité pour les autorités gouvernementales de définir un nouveau modèle social, face à ce qui s'apparente de plus en plus à un véritable "anarcho-syndicalisme".